

# TRANSITIONS

Trimestriel • Iles de Paix • Rue du Marché 37 • 4500 Huy

N° 110 • MARS 2016

RESSOURCES LIMITÉES, INÉGALITÉS  
**QUELLES ISSUES  
POUR L'HUMANITÉ ?**



Iles  
de  
Paix

> ACTION NORD  
Un travail d'équipe

> ACTION SUD  
Zoom sur le partenariat

Un jour de l'année 2005, Rob Hopkins, simple citoyen britannique, s'installe dans la petite ville de Totnes. Il décide de proposer à ses nouveaux voisins de se réunir pour organiser une économie à l'échelle de leur territoire. Très vite, des groupes se forment pour lancer des projets concrets: planter des arbres fruitiers en ville, mettre en place des circuits courts, regrouper les citoyens autour d'un projet de coopérative d'énergies renouvelables ou encore promouvoir le vélo ou adopter une monnaie locale. L'organisation « Transition Town Totnes » (Totnes, ville en transition) était née. Dix ans plus tard, le mouvement a fait tache d'huile et cette expérience s'est répandue dans 1 200 « villes en transition », réparties dans 47 pays.

Autant de petites îles, reliées entre elles, où venir puiser des solutions d'avenir. À l'image du quartier de l'Alhambra, dans le centre de Bruxelles, où les habitants ont décidé d'implanter des potagers en rue pour redorer la mauvaise image de leur quartier, associé à la prostitution<sup>1</sup>. Le potager est devenu créateur de lien social mais aussi, pour la plupart des participants, une occasion de prendre confiance en leur capacité de changer les choses.

C'est sans doute là le principal enseignement de cet exemple de solution pour le monde de demain : lorsqu'une poignée de personnes réussit quelque chose, cela donne le courage de voir plus grand. Et l'envie de passer à l'action. À mi-chemin entre les gestes écologiques individuels du quotidien et les décisions de grande ampleur de l'industrie et des politiques face auxquelles les citoyens se sentent parfois impuissants, se trouve un énorme potentiel inexploité, explique Hopkins. Celui qui mobilise des habitants qui se rassemblent, créent un projet à l'échelle de leur village, de leur quartier, de leur ville ou de leur entreprise, s'en-

traident pour le mener à bien et inspirent leurs concitoyens.

Certes, aucun d'entre nous n'a le pouvoir, seul dans son coin, de changer le cours des choses. C'est un vaste mouvement et une prise de conscience collective, à tous les niveaux de pouvoir, qui est nécessaire pour relever les défis de nos sociétés. Ce n'est ni en retournant à la bougie, ni en faisant preuve d'un enthousiasme naïf que nous changerons les choses. A contrario, ne rien faire, par désillusion ou par résignation au « réalisme économique » ne pourra pas remettre notre planète sur le droit chemin.

Entre ceux qui pensent que ce que nous faisons à notre échelle n'est qu'une goutte d'eau perdue dans l'océan, et un certain optimisme déconnecté des problèmes, bien réels, du changement climatique, de la pauvreté ou de l'exclusion, des solutions existent.

Le film « Demain »<sup>2</sup> en dévoile un échantillon. Mais bien d'autres fleurissent et chacun d'entre nous peut en être partie. C'est le cas, par exemple, de la campagne Iles de Paix qui a marqué ce mois de janvier. Elle apporte, grâce à la mobilisation de citoyens belges dans leur ville ou leur quartier, une amélioration concrète des conditions de vie de centaines de familles du Sud.

Chaque changement naît de personnes qui ont cru en leurs capacités de changer les choses. C'est là sans doute un des plus beaux messages d'espoir à retenir à l'aube de l'année 2016.

<sup>1</sup> Voir [www.reseautransition.be/articles/potager-alhambra-a-bruxelles/](http://www.reseautransition.be/articles/potager-alhambra-a-bruxelles/)

<sup>2</sup> Voir [www.demain-lefilm.com](http://www.demain-lefilm.com)



**Laurence Albert**  
Secrétaire générale

110  
Mars  
2016

## SOMMAIRE

- 3 **Ils nous soutiennent** > IDP Luxembourg et Campagne 2016
- 4 **Action Sud** > Le travail en partenariat
- 7 **Action Nord** > L'ECMS : un travail d'équipe (1/2)
- 8 **Dossier** > Quelles issues pour l'humanité ?
- 14 **Questions / Réponses** > Cochons d'Inde et Spot TV
- 15 **Infos Monde** > Brèves sans frontières



REJOIGNEZ-NOUS  
SUR FACEBOOK

### POUR FAIRE UN DON

#### Belgique :

Banque de la Poste BE97 0000 0000 4949  
BNP Paribas Fortis BE04 2400 2962 6531  
CBC BE30 1963 6001 1111

Déduction fiscale à partir de 40 euros par an  
(45 % du montant total des dons)

#### GD Luxembourg :

CCPL LU61 1111 0227 5355 0000  
Communication : « Iles de Paix-Luxembourg »

Déduction fiscale à partir de 120 euros par an

**ÉDITEUR RESPONSABLE** > Laurence Albert - Rue du Marché, 37 - 4500 Huy

### ILS ONT COLLABORÉ À CE NUMÉRO

Laurence Albert, Laurent Deutsch, Steven Copias, Stéphanie Laloux, Christine de Bray, Olivier Genard, Marie-Luce Preys, Olivier Detournaj, Marie Vandercammen, Jessica Troupin, Éric Lampe, Bastien Craninx, Anselme Dabire, Gaël de Bellefroid, Ludovic Joly

**GRAPHISME** > [www.mariefreeres-graphisme.be](http://www.mariefreeres-graphisme.be)

**ÉDITEUR** - Iles de Paix - Rue du Marché, 37 - 4500 Huy - Tél. : 085 23 02 54  
[info@ilesdepaix.org](mailto:info@ilesdepaix.org) - [www.ilesdepaix.org](http://www.ilesdepaix.org) - RPM : 408.908.151

**IMPRESSION** > Van Ruys Printing. Transitions est imprimé sur du papier recyclé.  
Transitions bénéficie du soutien de la Direction générale de la coopération au développement (DGD)

## LA CAMPAGNE SOUS LES FLOCONS :

« FATIGANT MAIS MERVEILLEUX ! »

Le début d'année a été riche en émotion pour Iles de Paix puisque nos équipes de bénévoles ont fait preuve d'une motivation époustouflante lors de notre campagne de vente de modules. Les conditions climatiques n'ont pas refroidi l'élan de solidarité et la fidélité des volontaires alors, du fond du cœur, **MERCI à toutes les personnes qui se sont mobilisées pour faire de cette campagne un succès !**



Vente de modules à Schaerbeek

> MARIE VANDERCAMMEN <



PAS DE RÉSULTAT DÉFINITIF À L'HEURE OÙ NOUS IMPRIMONS MAIS MARIE VANDERCAMMEN, DE L'ÉQUIPE CAMPAGNE, NOUS DONNE SON RESENTI.

« Malgré la météo qui a joué contre nous, la campagne m'a laissé une excellente impression ! J'ai trouvé les bénévoles merveilleux, courageux et particulièrement enthousiastes !

Tout au long du week-end, les gens nous ont affirmé qu'ils nous soutenaient parce qu'Iles de Paix apporte des solutions concrètes face à la pauvreté. Je me souviens notamment de cette dame, très heureuse de pouvoir acheter ses modules car elle nous soutient chaque année. Une grande majorité de bénévoles et d'acheteurs de modules ont compris que la solidarité et le fait de se tourner vers l'autre étaient la voie à suivre pour construire un monde meilleur. En faisant de la diversité une richesse plutôt qu'un problème, c'est un autre regard sur l'horizon qu'on porte et c'est plus agréable à contempler.

Je suis convaincue du travail que nous réalisons, qu'il s'agisse des équipes sur le terrain proches des communautés ou de ces réflexions permanentes sur un monde et un secteur en perpétuelle évolution. Nous avons un rôle très important à jouer dans les années qui viennent, notamment en Belgique, au travers des cours de Citoyenneté dans les écoles. C'est ici que tout commence, j'en suis certaine ! »

## L'ESSOR NOUVEAU D'ILES DE PAIX LUXEMBOURG

Un vent nouveau souffle depuis quelques mois sur notre ONG sœur « Association pour la promotion des Iles de Paix » au Luxembourg. Émilie Bertoni, diplômée en communication, a en effet rejoint l'équipe du Grand Duché en tant que Chargée de la communication et de la récolte de fonds. Ses principales missions chez Iles de Paix Luxembourg ? Animer et soutenir le réseau de bénévoles luxembourgeois, aider l'organisation à conquérir le cœur de nouveaux donateurs mais aussi trouver de nouveaux partenaires financiers dans le secteur privé et le monde entrepreneurial, en ligne avec les valeurs promues par Iles de Paix. En résumé, Émilie devra mettre en avant les activités de l'ONG auprès du public luxembourgeois !

Un défi de taille donc mais adaptée aux ambitions de cette amatrice de théâtre, qui œuvre également comme bénévole depuis une dizaine d'années dans le milieu culturel. Et le travail a déjà commencé puisqu'un nouveau site web est en cours de développement et qu'Iles de Paix Luxembourg est actuellement en discussion avec le Ministère des Affaires étrangères luxembourgeois pour participer au financement de notre nouveau projet dans le district de Huánuco, au Pérou. Après être intervenue en Équateur, au Mali et au Bénin au cours des quinze dernières années, l'ONG pourrait ainsi prolonger son engagement en milieu andin. Le début d'une nouvelle ère pour Iles de Paix Luxembourg, dont nous vous reparlerons très prochainement !

> ÉMILIE BERTONI <



# ZOOM SUR LE TRAVAIL EN PARTENARIAT



© Olivier Détournaj

Les partenaires locaux facilitent les interactions avec les populations locales

"DÈS LE JOUR DE NOTRE ARRIVÉE, NOUS DEVONS PRÉPARER NOTRE DÉPART".

Depuis sa création en 1962, la philosophie d'Iles de Paix se traduit notamment par cette phrase de son fondateur, Dominique Pire. Elle reflète la volonté de l'association de conduire progressivement les populations du Sud vers l'autonomie. Pour atteindre ce but, le travail en partenariat avec des structures locales est désormais l'approche privilégiée par les ONG du Nord. En voici les modalités d'actions chez Iles de Paix, agrémentées de témoignages de nos partenaires de terrain.

## UNE AUTRE CONCEPTION DES ACTIONS DE DÉVELOPPEMENT

La montée en puissance du travail en partenariat est principalement due à un événement majeur : la professionnalisation progressive des organisations de la société civiles dans les pays du Sud. Durant la seconde moitié du 20<sup>e</sup> siècle, les compétences des autorités locales dans les économies en développement se sont accrues, du fait de la décentralisation. En parallèle, les flux financiers vers le Sud augmentaient tandis que de plus en plus d'ONG du Nord lançaient leurs propres initiatives. Tous ces éléments ont contribué à l'émergence et à la consolidation d'une multitude d'acteurs locaux (associations, syndicats, ONG...) qui, peu à peu, sont devenus des partenaires crédibles et compétents.

Cependant, toutes les organisations du Sud ne se valent pas. Afin d'établir une bonne relation de collaboration, suivre une méthodologie rigoureuse dans la recherche et l'identification des partenaires locaux est donc essentiel.

Ainsi, Iles de Paix doit d'abord s'assurer que son partenaire potentiel respecte et adhère à ses valeurs de solidarité et de respect de la dignité humaine. La vision de l'association, cherchant à assurer un développement responsable, durable et reproductible, doit également être comprise afin d'assurer une collaboration efficace et soutenue tout au long du programme établi. Enfin, le partenariat doit se baser sur un renforcement mutuel des compétences : Iles de Paix transmet son expertise au partenaire local, notamment en matière de gestion de projets, tandis que ce dernier apporte sa connaissance du terrain à l'association, ainsi que son expertise dans un domaine précis (accès à l'eau, maraîchage, gouvernance, etc.). C'est à ces conditions que le partenariat pourra devenir bénéfique pour tous.

Cette définition du travail conjoint est donc bien différente d'une relation hiérarchique Nord-Sud où la structure locale ne serait qu'un simple prestataire de services. Dans la vision d'Iles de Paix, l'association et le partenaire local collaborent pleinement pour identifier et mener à bien les différents projets. Cela permet au partenaire d'acquérir de l'expérience et renforce sa crédibilité pour agir auprès de ses concitoyens.



Des paysans péruviens suivent une formation sur la culture de la grenadille.

## À LA RECHERCHE D'UN ÉQUILIBRE ENTRE APPRENTISSAGE MUTUEL ET RÉSULTATS CONCRETS

Au quotidien, le travail en partenariat est source d'apprentissage mutuel et donne des résultats satisfaisants. Mais évidemment, il demande aux coordinations régionales d'Iles de Paix de s'adapter à cette nouvelle modalité de travail, ce qui peut parfois bousculer les habitudes.

En Tanzanie, deux ONG locales participent à notre action : Oikos East Africa (OEA) et Longido Community Development Organization (LCDO). Dans le cadre du projet d'amélioration de l'accès à l'eau, chacune agit conjointement avec Iles de Paix dans un district précis afin d'établir un diagnostic des besoins de la zone, de réhabiliter les sources existantes et de proposer et réaliser de nouvelles constructions.

### LE POINT DE VUE DES PARTENAIRES

**Miguel Ponce Gonzales, Spécialiste en développement local et décentralisation – IDEL, Pérou**

*« Créé en 1995, IDEL lutte contre la pauvreté et pour le renforcement de la démocratie et des droits humains. Avec Iles de Paix, nous formons les autorités locales et d'autres acteurs du district d'Umari afin qu'ils prennent en compte la dimension environnementale de leurs actions. Nous apportons à Iles de Paix notre connaissance du monde rural et notre expertise en matière de décentralisation et de gestion publique locale. Grâce à notre travail conjoint, IDEL renforce ses connaissances et ses capacités en matière de développement durable et d'organisation territoriale ».*

Les apports de ces deux structures pour Iles de Paix sont divers. LCDO est une ONG issue du peuple massai et maîtrise donc parfaitement la culture, les traditions et les coutumes locales. Elle joue également un rôle primordial dans l'instauration du dialogue avec les autorités de la région. OEA de son côté est doté d'un vaste réseau et dispose d'ingénieurs qualifiés et d'une grande expérience dans le domaine de l'accès à l'eau. En retour de ces connaissances culturelles et techniques, Iles de Paix fournit à ses partenaires tanzaniens une rigueur méthodologique dans l'exécution des travaux (planification, évaluation des activités, développement d'outils pour les diagnostics) ainsi qu'un renforcement de leurs capacités techniques liées à la construction de nouvelles sources d'eau.

Certains rééquilibrages doivent toutefois être effectués. Iles de Paix doit en effet prendre beaucoup de temps pour s'assurer que ses partenaires comprennent et s'approprient sa méthodologie d'intervention. Cela implique de nombreuses réunions afin que les visions des uns et des autres s'accordent. Il faut donc investir beaucoup de temps dans la construction d'une véritable relation de confiance. Tous ces éléments peuvent donc entraîner des retards dans l'exécution du projet, mais globalement le partenariat est favorable à toutes les parties.

Au Burkina Faso, Iles de Paix organise ses activités de concert avec ses partenaires locaux depuis plusieurs années déjà. Diobass nous assiste sur le projet d'innovation agricole, tandis qu'AMR (Association Monde Rural) œuvre dans le domaine de la gouvernance, en formant notamment les élus locaux à leurs tâches administratives. Les deux organisations utilisent des méthodes novatrices qui correspondent aux principes d'Iles de Paix puisqu'ils mettent les bénéficiaires au centre de l'action (principe du *self-help*). Par exemple, Diobass met en place des programmes de recherche-action paysanne, où les bénéficiaires sont amenés à expérimenter puis sélectionner des pratiques leur permettant de diversifier et d'améliorer leurs rendements agricoles.



## LE POINT DE VUE DES PARTENAIRES

Joyce Syokino, coordinatrice – LCDO, Tanzanie

«LCDO existe depuis 2003. Dans le cadre de notre partenariat avec Iles de Paix, nous devons notamment réaliser un diagnostic sur l'accès à l'eau dans 8 villages du district. Notre rôle, outre le lien que nous établissons avec les communautés, est d'assurer la durabilité des infrastructures que nous mettons en place et de partager nos inquiétudes et recommandations avec Iles de Paix. De son côté, Iles de Paix renforce les capacités de nos employés, ce qui nous permettra de continuer à agir après son départ et nous donne une expérience pertinente pour travailler avec d'autres structures internationales ».

**Jura Afrique Bénin encadre notamment la transformation de noix en beurre de karité.**

Tout n'est pas rose pour autant : ici aussi, un travail important doit être effectué pour définir des modalités de travail communes. En particulier, une mission importante a dû être réalisée en 2014 pour aider les partenaires à comprendre et adopter les procédures administratives et financières d'Iles de Paix et de ses bailleurs de fonds. Comme en Tanzanie, des soucis de coordination peuvent aussi apparaître entre structures locales et nationales. Mais Iles de Paix s'emploie à faire des ajustements au quotidien, tout en appuyant la transmission des bonnes pratiques des deux organisations aux autres acteurs locaux.

Au Pérou, Iles de Paix collabore avec deux organisations : IDEL et Diaconía. Fort d'une solide expérience dans la région centrale du pays, IDEL (*Instituto de Desarrollo Local*) a organisé plusieurs programmes consacrés au développement infantile ainsi qu'à la promotion des droits des femmes. L'ONG nous soutient sur le volet gouvernance du programme financé par la Direction Générale de la Coopération au Développement belge, pour lequel elle favorise le dialogue entre les institutions locales. Elle dispose d'une réelle expertise en la matière, d'une forte assise au niveau local et s'est vite adaptée aux méthodes de travail et aux valeurs d'Iles de Paix.

En revanche, les débuts ont été plus lents avec Diaconía, qui prend en charge le volet consacré à la gestion des ressources naturelles. Tout comme Iles de Paix, Diaconía possède une réelle expérience de terrain et une méthode de travail assez construite. L'organisation péruvienne a ainsi souhaité aborder le projet sous un aspect strictement environnemental alors qu'Iles de Paix l'envisageait d'abord

sous l'angle de l'économie familiale. S'en sont suivis de longs débats afin de décider de l'approche à mettre en œuvre sur le terrain.

Au Bénin enfin, le constat est sensiblement le même que sur nos autres programmes africains. À l'importance de l'ancrage local, la connaissance du terrain et l'expertise dans un domaine précis viennent s'opposer le temps important à consacrer à la formation, pour pallier à certaines faiblesses d'organisation et de méthodologie. Mais nos partenaires béninois font preuve d'un dynamisme sans faille malgré les entraves. L'ONG béninoise BUPDOS travaille ainsi avec Iles de Paix sur la diversification et le développement d'activités maraîchères dans plusieurs communes. En dépit de certaines difficultés techniques rencontrées dans le cadre de la mise en œuvre du projet, l'organisation a su mobiliser les ressources nécessaires pour trouver des alternatives et relancer le projet là où il semblait à l'arrêt. Concernant le volet « maïs » de l'activité, BUPDOS a également démontré une forte expertise qui a permis de dépasser les objectifs initiaux et de faire essaimer les actions entreprises.

De son côté, Jura Afrique Bénin (JAB) poursuit ses activités de soutien aux femmes béninoises qui mettent en place de petites activités économiques. Ces activités, qui concernent essentiellement la transformation de produits agricoles pour les commercialiser (fromage de soja, beurre de karité, etc.), permettent aux femmes d'obtenir de quoi faire face aux dépenses courantes de leur ménage. Le bon encadrement de JAB a ainsi donné la possibilité à de nombreuses personnes d'améliorer leur quotidien. ●

# ÉDUCATION À LA CITOYENNETÉ MONDIALE ET SOLIDAIRE



## UN TRAVAIL D'ÉQUIPE (1/2)

***Le travail en partenariat n'est pas qu'une caractéristique des programmes Sud d'Iles de Paix : les actions en commun sont également une composante essentielle des projets développés en Belgique. Présentation des initiatives les plus récentes dans le domaine de l'éducation à la citoyenneté mondiale et solidaire.***

### DES ACTIONS COMMUNES AVEC D'AUTRES ONG

Partenaires naturels de nos actions à l'échelle nationale, d'autres ONG belges œuvrent fréquemment aux côtés d'Iles de Paix dans ses actions éducatives. PROTOS, ONG flamande spécialisée dans la gestion de l'eau, a ainsi collaboré avec Iles de Paix pour la création du site internet « Nous, on se mouille ! ». Destiné aux enseignants du secondaire technique et professionnel, ce site propose aux professeurs des ressources pédagogiques liées à la thématique de l'eau dans les pays du Nord comme du Sud. Dans le même registre, Iles de Paix a également traduit et adapté un autre site internet réalisé par PROTOS au sujet des changements climatiques, « Injustices climatiques ».



Comment concilier immersion et respect des populations locales ?

Autre ONG partenaire, Défi Belgique Afrique est spécialisé dans l'organisation et l'accompagnement de séjours d'immersion en Afrique pour de grands adolescents. Une journée de travail avec de nombreuses ONG actives dans ce registre a permis de faire émerger 18 grands enjeux

liés à cette pratique, concernant notamment l'impact de tels voyages. Iles de Paix et DBA prévoient en outre une formation spécifique pour les personnes encadrant les voyageurs.

Iles de Paix coordonne aussi chaque année la publication et la diffusion d'un catalogue. Celui-ci présente l'offre pédagogique de 29 ONG (parmi lesquelles Oxfam, Amnesty International, le CNCD 11.11.11, la Croix-Rouge de Belgique, UNICEF Belgique, Handicap International, SOS Faim, Plan Belgique) à destination des enseignants du maternel, du primaire et du secondaire. Diffusé à chaque rentrée scolaire et disponible sur notre site web, le catalogue aborde l'éducation mondiale et solidaire d'une manière ludique et propose des activités pédagogiques clé en main pour les enseignants.

### L'ÉDUCATION PAR LES MÉDIAS

L'éducation à la citoyenneté mondiale et solidaire d'Iles de Paix passe également par les médias. Iles de Paix collabore ainsi depuis plusieurs années avec le Journal des Enfants. À l'occasion de la COP21, un dossier sur le climat a été réalisé, veillant à ce que le sujet soit traité en intégrant ses effets sur les conditions de vie des êtres humains dans le monde. Un autre dossier traitant de la pauvreté et des solutions pour y remédier est aussi paru en janvier dernier.

Fin 2015, Iles de Paix a également initié deux actions en partenariat avec le journal Le Soir. La première, étalée sur plus de trois mois, s'intitule « 15 thèmes pour mieux comprendre la planète ». Elle présente (sous formes d'articles, de cartes ou de vidéos) quinze thématiques liées aux enjeux actuels du développement, tels que l'égalité entre hommes et femmes, les crises énergétiques ou encore les impacts de la hausse de la population mondiale au 21<sup>e</sup> siècle. La deuxième a eu lieu en décembre 2015, période à laquelle cinq contes de Noël liés au thème de la migration et des réfugiés ont été écrits et publiés par des lauréats du Prix Victor Rossel. ●

***À suivre dans le prochain Transitions.***



Pour en savoir plus, tous les liens vers les sites internet et articles cités sont sur [www.ilesdepaix.org/transitions](http://www.ilesdepaix.org/transitions)

# QUELLES ISSUES POUR L'HUMANITÉ ?



Tempête de sable à Yalogo

Des hommes, des femmes, des enfants, d'une incroyable diversité, se lèvent le matin, travaillent, apprennent, commercent, s'émerveillent, se lavent, souffrent, cuisinent, fument, labourent, défèquent, se chamaillent, dorment, rient, rendent la justice, l'attendent, lisent, se préoccupent, aiment, écrivent, surfent sur Internet, comptent, voyagent, cherchent l'eau, découvrent, pêchent, meurent, construisent, enragent, soignent, mendient, creusent le sol, etc.

L'humanité vit, bouge. Tout cela, ce « système », fonctionne, cahin-caha, pour le meilleur, mais aussi pour le pire.

Cette manière dont l'humanité est organisée, dont elle est à l'œuvre, pourra-t-elle durer ?

Ce dossier ne dresse pas de bilan. D'aucuns estiment que le « système » est responsable du fait que des centaines de millions de personnes n'ont pas accès à leurs droits fondamentaux. D'autres pensent qu'il ne serait pas possible de faire mieux.

Ce dossier – le premier d'une série qui i) formule le constat pessimiste d'une voie sans issue, ii) examinera des modèles alternatifs de développement et iii) se concentrera sur la question précise des systèmes alimentaires durables – se focalise sur les perspectives. Il relève quatre alarmes parmi d'autres. Elles signifient à l'humanité qu'il va falloir changer quelque chose dans ce système, ou changer le système (chacun se fera son idée) parce qu'il est des vérités qu'on ne pourra ignorer très longtemps.

## LA PLANÈTE BLEUE À SEC ?

D'ici 2030 le monde devra faire face à un déficit hydrique de 40 % selon le dernier rapport de l'ONU sur l'or bleu. Croire donc que notre planète bleue contiendra toujours de l'eau douce est un leurre. Si les masses considérables d'eau salée continueront à donner son nom à notre monde il en va certainement tout autrement pour nos réserves d'eau douce.

L'eau n'est pas inépuisable et les nappes phréatiques ont accusé le coup ces dernières années (20 % seraient ainsi surexploitées). S'il continue sur cette voie, le monde va devoir apprendre à creuser plus profond, à importer de l'eau ou à dessaler les océans.

L'OMS préconise un minimum vital de 20 litres d'eau par jour et par personne pour répondre aux besoins fondamentaux (hydratation et hygiène personnelle). Pour vivre décemment, il faut 50 litres d'eau par jour et par personne. Mais un réel confort est atteint à partir de 100 litres par personne et par jour. La Belgique, par exemple, se situe aux alentours de 130 litres ; en Afrique sub-saharienne, on se trouve entre 10 et 20 litres. Plus de 748 millions de personnes vivent aujourd'hui encore sans cette denrée précieuse dans le monde. La suite, on la connaît : le fléau des maladies diarrhéiques tuant plus d'enfants que le VIH/sida, le paludisme et la tuberculose réunis.

Une situation insoutenable ? Oui, d'autant plus que la croissance démographique n'est pas seule responsable de la pression sur les ressources hydriques. L'agriculture et l'industrie auront aussi de plus en plus soif. Aujourd'hui, 70 % des



Au Burkina Faso, l'accès à l'eau est parfois un luxe.

© Olivier Genard

prélèvements mondiaux sont déjà absorbés dans l'irrigation agricole... et ça ne risque pas de diminuer. À l'horizon 2050, la demande en eau devrait s'envoler de plus de 55 %.

L'eau est au carrefour de la lutte contre la pauvreté, du développement économique et de la préservation des écosystèmes. Sa raréfaction entraînerait des conséquences désastreuses. Et ce, même durant un cours laps de temps. « En 2010 par exemple, les sécheresses et les feux de forêt dans les steppes de Russie ont fait chuter les exportations de blé. Résultat : le prix du pain a doublé, ce qui a débouché sur le « printemps arabe », expliquait Richard Connor, expert pour l'ONU dans un article du Monde.

Si d'aucuns pensent qu'une augmentation du prix de l'eau pourrait rendre son utilisation plus rationnelle, d'autres pointent les limites éthiques de cette position.

# TOUJOURS PLUS INSATIABLES

Le bon vieux Malthus de nos cours de géographie prévoyait que l'humanité se trouverait tôt ou tard confrontée à un sérieux problème. « *La population, disait-il voici plus de deux siècles, croît exponentiellement (2, 4, 8, 16, etc.) tandis que la production ne croît que linéairement (1, 2, 3, 4, 5, 6, etc.). Cela ne peut déboucher que sur un appauvrissement considérable.* » Il fut vivement contesté, de son vivant comme post mortem. Et s'il avait eu raison ?

De manière générale quatre éléments affectent la capacité d'une société à répondre aux besoins des personnes qui la composent : la taille de sa population, la définition qu'elle a de ses besoins, les ressources disponibles et sa capacité à transformer ces ressources en réponses à ses besoins.



Combien de temps le marché de Fada N'gourma satisfera-t-il ses utilisateurs ?

© Olivier Genard

## Une population qui croît

Certains sites, sur Internet, présentent un compteur qui simule la croissance démographique. Cela donne le tournis. Laissez filer une minute et la population s'est accrue (compte tenu des décès !) de 160 unités. Un rapport des Nations unies estime que la population mondiale devrait s'élever à 11 milliards de terriens en 2100, dont 3 milliards auront plus de 60 ans.

Certes, l'amélioration des conditions de vie atténue cette croissance, mais nous sommes de plus en plus nombreux. Inexorablement.

## Des « besoins » qui croissent

Les « besoins primaires », nécessaires à la survie, ne suffisent plus. On en réclame davantage. À cet égard, le mode de vie occidental continue d'être une référence. La viande quotidienne, la voiture et les voyages sont des aspirations qui percolent. Montesquieu, déjà, louait la frugalité, mais il n'a pas beaucoup été entendu. Réduire notre voracité a certes un effet direct sur les ressources. Il peut aussi avoir un effet multiplicateur s'il participe à atténuer les revendications du monde entier.

## Des ressources disponibles limitées

On ne dispose que d'une seule terre. Elle contient encore des richesses inexploitées, notamment aux alentours des pôles. Les extraire coûtera de plus en plus cher, jusqu'à l'épuisement, inéluctable.

## Des progrès techniques

Le progrès technique permet de tirer un meilleur profit des ressources disponibles. La rareté des ressources accroît leur prix et, donc, l'attractivité de la recherche pour découvrir de nouveaux procédés moins gourmands en ressources rares. L'histoire de l'Humanité ne manque pas d'innovations qui ont permis de faire « plus » et « mieux » avec « moins ».

Mais cela prend du temps.

L'avons-nous ?

# UNE EXISTENCE SANS ESSENCE ?

La question des réserves de pétrole sous Terre occupe les esprits depuis de nombreuses années. En 1980, on les estimait à 700 milliards de barils et on prédisait qu'on aurait consommé la dernière goutte en... 2015. En 1998, on estimait à 1021 milliards de barils le pétrole encore enfoui. En 2013, ce chiffre est revu à la hausse : 1600 milliards de barils. La fin du pétrole serait-elle un mirage qui s'éloigne à mesure que l'on s'en approche ?



Les grandes villes africaines, marchés privilégiés des véhicules de seconde main.

Par la porte ou par la fenêtre, le pétrole, fruit d'une décomposition de matières organiques pendant des millions d'années ne se reproduira pas à court, moyen ou long terme. Et la découverte de nouveaux gisements ne compensera pas l'augmentation de la consommation, dopée par le développement économique des pays émergents. N'est plus grand prophète celui qui annonce la fin du carbone et qui appelle à envisager des solutions alternatives.

Le défi est sérieux car de nombreux éléments constitutifs de notre mode de vie reposent, directement ou indirectement sur le pétrole. Celui-ci se retrouve par exemple dans de nombreux intrants agricoles. Sans pétrole, cultiverons-nous encore ces immenses champs qui remplissent nos silos à grains ? Les pratiques agro-écologiques semblent attester qu'une alternative existe, mais elles nécessitent de changer complètement la manière de concevoir l'agriculture.



Le pois d'angole permet de réduire la part d'intrants agricoles à base de pétrole.

Nous nous sommes habitués à nous mouvoir en toute liberté. Aller où bon nous semble, quand cela nous agrée est devenu une part de notre sentiment de liberté. Concevoir une existence où elle serait entravée implique de faire le deuil d'une certaine conception de ce qui constitue notre épanouissement.

Les marchandises aussi voyagent considérablement. Comment accepterons-nous, demain, de ne plus consommer à loisir des bananes ou des mangues produites bien loin, du chocolat, du café, du thé ou des produits dans lesquels on retrouve du cuivre, des métaux rares, etc. Il faudra réinventer la mobilité selon d'autres formes, ou accepter de vivre dans un monde de choses et personnes à mobilité réduite.

De très nombreux produits – notamment ceux en matière plastique – reposent sur le pétrole. Se passer de lui changera le rapport que les êtres humains entretiennent avec la consommation.

Ce ne sont pas des changements anodins, car derrière ces adaptations se trouvent des évolutions qui touchent la façon même dont nous abordons la vie, ce que nous trouvons « normal » ou pas. Il est donc difficile de prédire tous les effets. Une réduction de la mobilité, par exemple, qui limite les rencontres avec d'autres peuples, atténuera-t-elle la conscience d'appartenir à une seule humanité ? Aura-t-elle un effet sur l'adhésion au principe de solidarité mondiale ?

La fin d'une civilisation basée sur la consommation de pétrole est annoncée. Quels modèles alternatifs émergeront-ils demain ?

# L'INSOUTENABLE INÉGALITÉ DES ÊTRES

© Steven Copias



L'information, lâchée début 2016 par Oxfam, a fait l'effet d'une bombe : le patrimoine cumulé des 1 % les plus riches du monde a dépassé l'an dernier celui des 99 % restants. En 2015, 62 personnes possédaient autant que la moitié la plus pauvre de la population mondiale, alors que ce chiffre était de 388 il y a cinq ans.

Une vendeuse de rue à Kinshasa : malgré la hausse des richesses, les inégalités ne cessent de croître au Sud comme au Nord

Certains contestent les conclusions de ce rapport, mais il semble néanmoins acquis que les disparités de confort sont considérables entre les conditions de vie des êtres humains sur Terre.

Les uns disent que la pauvreté est l'une des conséquences de la façon, imparfaite (ou carrément désastreuse, selon les opinions), dont le monde fonctionne ; d'autres pensent le « système » performant et qu'aucun autre ne pourrait remédier à ce qui semble une fatalité.

Toujours est-il que la pauvreté existe, que les inégalités existent. Plus elles sont importantes, plus nombreux sont ceux qui les jugent indécentes, injustes.

Deux réactions sont possibles.

La première consiste à penser que les chances d'accéder à une vie meilleure sont plus élevées ailleurs. Alors, quand la situation que l'on connaît chez soi devient intenable, on migre. Au-delà des conflits meurtriers (que l'on explique souvent par des questions liées au « système »), le nombre de personnes qui quittent leur pays pour des raisons de pauvreté ira s'accroissant. Dominique Pire, en octobre 1967, disait déjà que « les désespérés ne trouvant pas de porte démoliront les murs ».

La deuxième réaction, c'est la haine. Jean Ziegler a, en 2008, publié un livre dans lequel il dénonce que les inégalités dans les conditions de vie suscitent, dans les pays pauvres, la « haine de l'occident ». Un tel terreau est idéal pour une réaction violente. Expliquer la Révolution française, le « printemps arabe » et l'irruption de Daesh par le fait que les inégalités soient devenues insupportables serait réducteur d'une réalité infiniment plus complexe. En faire abstraction le serait bien plus encore.

Ces deux réactions sont très coûteuses en termes de justice et de bien-être. Notre mode de fonctionnement du monde peut-il être corrigé pour atténuer ces effets négatifs ou faut-il le revoir plus fondamentalement ? De plus en plus nombreux sont ceux qui réfléchissent à de tels modèles alternatifs de développement.



**Pour approfondir vos connaissances et en savoir plus sur les informations présentes dans ce dossier, plusieurs liens internet et conseils de lecture sur [www.ilesdepaix.org/transitions](http://www.ilesdepaix.org/transitions)**



© Olivier Genard

MAREK HUDON :



“ NOTRE SYSTÈME EST DANS UNE VRAIE SITUATION DE FAIBLESSE ”

**Marek Hudon est Professeur à Solvay (ULB). Il est également Co-Directeur du Centre for European Research in Microfinance (CERMI), Co-Directeur du Centre d'études économiques et sociales de l'environnement (CEESE) et Co-Président du congrès interdisciplinaire du développement durable. Il a mené des recherches en Inde, au Kenya, au Mali, au Maroc, au Vietnam et en République démocratique du Congo. Ses recherches portent principalement sur la microfinance, les monnaies complémentaires, l'éthique et l'entrepreneuriat social.**

**Dans les quatre points que nous avons pu aborder dans de ce dossier, quel est celui qui vous marque le plus ?**

La question des inégalités reste sans doute la plus importante selon moi. On constate en effet que les inégalités entre les humains de cette planète n'a cessé de se renforcer depuis les années 1990. Ça explose considérablement. Et la crise financière de 2009 a bien évidemment renforcé ces inégalités.

**Faites-vous référence aux 1 % des plus riches détenant pas moins de 48 % des richesses mondiales (étude Oxfam de 2014) ?**

Entre autres, oui ! Les inégalités ont un impact économique et social de même qu'environnemental. Dans notre société, on se crée de plus en plus de besoins et d'envies. Nous voulons ce que notre

voisin possède. Le résultat ? Une pression et un épuisement des ressources naturelles qui s'accompagnent de la pression sur les ressources sociales (combien compte-t-on de burnouts à l'heure actuelle ?). Si l'on ajoute à cela l'épuisement financier avec l'austérité qu'imposent les gouvernements, on se rend compte que notre système est dans une vraie situation de faiblesse.

**Notre société et notre modèle économique vont-ils droit dans le mur ?**

On peut déjà s'étonner que les mesures d'austérité n'aient pas engendré plus de contestations. Notre planète est en train de franchir des limites qu'il serait judicieux de ne pas franchir. Tout ce que l'on peut dire c'est que de plus en plus de gens aspirent à un modèle alternatif. On est conscient que l'économie capitaliste a fait beaucoup de bonnes choses, mais pas toujours en faveur du bien-être...

**Quelles sont les manifestations de ces alternatives ?**

Des systèmes comme l'économie partagée ou circulaire est un bon exemple. On pense à Couchsurfing, Über ou à AirBNB. On entre dans un entrepreneuriat social de l'économie, plus participatif. La question maintenant est de savoir comment augmenter la demande pour ce type d'alternatives.

**Cette envie de changement concerne-t-elle seulement les ONG ?**

Non ! Et c'est ça qui est fort aujourd'hui. Même les ressources humaines de grosses entreprises conçoivent qu'il y a un problème. Le seul problème est l'accoutumance que le système a fini par créer sur le long terme. Il faut s'en défaire.

# OÙ L'ON PARLE DE DIFFÉRENCES CULTURELLES EN TERMES D'ALIMENTATION ET DE LA RÉALITÉ DU TERRAIN...



Un jeune béninois figurant dans le Spot TV.

## SPOT TV : LA PAROLE AUX BÉNÉFICIAIRES

Notre dernier spot radio a fait réagir quelques personnes qui nous ont reproché d'adopter une vision paternaliste de l'aide au développement. En cause, le témoignage d'enfants béninois à l'accent prononcé, qui donnerait une image caricaturale des Africains.

Il s'agit en fait véritablement d'enfants de nos bénéficiaires béninois qui se sont exprimés au sujet des projets que leurs parents mènent avec Iles de Paix. Ils ont en effet un accent, mais c'est le véritable accent qu'ont les enfants là-bas quand ils s'expriment en Français. Notre langue n'est pas leur langue maternelle, mais leur seconde langue : ils l'apprennent à l'école. C'est exactement comme quand nos enfants à nous s'expriment en Néerlandais : ils ont un accent aussi. Il n'y a donc là rien de paternaliste ou d'infantilisant. La langue française, son utilisation et sa prononciation ne sont pas les mêmes à Montréal, Cotonou, Bruxelles ou Paris, et diffèrent encore entre capitales et zones rurales. Point question de caricature ici, mais bien d'une réelle volonté de présenter la réalité du terrain !

Par respect pour ces enfants, nous avons fait le choix de laisser leurs témoignages au naturel, sans les doubler par un enfant de chez nous, ce qui serait aussi à nos yeux truquer la réalité. Par ailleurs, il nous a semblé essentiel de mettre en avant les bénéficiaires des projets eux-mêmes plutôt que de parler en leur nom. ●



Un élevage familial de cuyes.

## DES COCHONS D'INDE AUX QUALITÉS... NUTRITIONNELLES

Suite à la diffusion sur la RTBF d'un reportage sur l'élevage et la consommation de cochons d'Inde au Pérou, nous avons reçu quelques commentaires quant à notre implication dans cette activité. Il est dès lors nécessaire de remettre les choses dans leur contexte. En effet, le « cuy » comme il est appelé dans les Andes, est élevé traditionnellement pour sa chair depuis des siècles en Amérique du Sud tout comme le lapin en Europe (leurs goûts sont d'ailleurs très proches !).

Extrêmement prisé des Péruviens, le cochon d'Inde est consommé en toute occasion, aussi bien pour les repas de fête que dans la vie de tous les jours et dans les grands restaurants de Lima, Cusco ou Arequipa. Cuisiné à tous les coins de rue et à toutes les sauces, il apporte un fort supplément en protéines à des populations qui en manquent par ailleurs cruellement. Sur les hauts plateaux andins, régions parmi les plus pauvres du monde, les élevages bovins, ovins ou porcins sont peu développés voire quasi-inexistants. Le cuy est dès lors une alternative adaptée non seulement d'un point de vue nutritif mais également d'un point de vue écologique et économique.

Grâce aux élevages de cochons d'Inde encouragés par Iles de Paix, les éleveuses peuvent prodiguer chaque semaine à leurs enfants un repas supplémentaire riche en protéines et en oméga 3. Adapté à la vie en haute altitude, le cuy se nourrit de luzerne et de restes. Enfin, grâce aux revenus récoltés, les femmes peuvent faire face aux dépenses imprévues, obtenir un revenu propre et s'émanciper, ce qui est un réel progrès dans la région ! Dans un souci constant d'adaptation à l'environnement local, Iles de Paix propose ainsi des solutions appropriées aux contextes socio-culturels. ●

## Un consensus à minima pour la COP21



Elle était attendue depuis plusieurs mois et les réactions à sa sortie sont modérées mais résolument optimistes. La conférence internationale pour le climat réunissait à Paris, en Décembre dernier, 195 États sous l'égide de l'ONU. Pour la première fois de grands pollueurs ou défenseurs des énergies fossiles, comme la Chine ou l'Arabie Saoudite, ont ratifié l'accord final. Autre point positif, l'objectif affiché est de contenir le niveau de réchauffement « bien en-dessous de 2° par rapport aux niveaux préindustriels ».

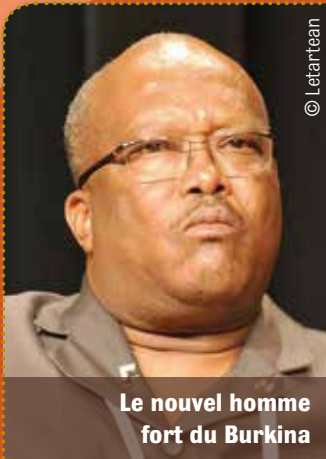
Il faudra à présent convertir les paroles en actes puisqu'à l'heure actuelle, les promesses cumulées de réductions d'émissions des différents signataires nous amèneraient au mieux, selon les scientifiques, à une hausse globale des températures de 3°. Or, alors que l'année 2015 est la plus chaude enregistrée depuis que nous effectuons des relevés de température, les pays en développement sont toujours les premières victimes du réchauffement climatique. Forces politiques et société civile se doivent donc d'œuvrer d'un commun accord, au Nord comme au Sud.

## La 2<sup>e</sup> campagne Iles de Paix Pérou

Avec un mois d'avance sur la campagne belge, c'est à la mi-décembre que s'est déroulée la 2<sup>e</sup> campagne de ventes de modules d'Islas de Paz Perú dans le district de Huánuco. Suite à la soirée de lancement réunissant une soixantaine de personnes parmi lesquels d'anciens et d'actuels membres de l'organisation, des partenaires ainsi que de nombreux étudiants sensibilisés à l'action d'IdPP au sein de leurs universités, l'évènement s'est étalé sur un week-end. Plus de 50 bénévoles ont ainsi pris part à l'opération dans trois centres commerciaux de Huánuco. Et la bonne nouvelle c'est que l'enthousiasme des populations de Huánuco, déjà pressenti l'année passée, s'est largement confirmé ! Les sommes récoltées restent certes modestes en comparaison de la campagne belge (l'objectif 2015 était de 10 000 soles, soit environ 2 700 euros), mais les réactions positives des participants témoignent de la notoriété grandissante d'Islas de Paz Perú.



Soirée de lancement de la campagne 2015



Le nouvel homme fort du Burkina

## Elections au Burkina Faso : renouveau ou continuité ?

Après l'insurrection populaire qui a chassé Blaise Compaoré du pouvoir en 2014 après 27 années de règne, les Burkinabés ont élu son successeur en Décembre passé. Alors que l'on pouvait s'attendre à une évolution radicale, ils ont choisi de porter

à la tête de leur nation l'ancien premier ministre Roch Marc Kaboré, considéré comme un homme de consensus.

Roch, comme l'appellent les Burkinabés, est l'une des principales figures politiques du pays depuis l'accession au pouvoir de son mentor Compaoré en 1987. Tombé en disgrâce en 2012, il était devenu opposant aux régimes et a su fédérer, au cours de sa campagne, partisans et adversaires de l'ancien régime. Ce choix a même tourné au plébiscite puisqu'il a été élu au premier tour d'élections qui se sont déroulées dans le calme, son principal challenger reconnaissant rapidement sa défaite suite à la proclamation des résultats.

Catholique dans un pays musulman à 60 %, manquant de poigne selon ses détracteurs mais à l'écoute de chacun aux dires de ses proches, Kaboré prévoit de changer la Constitution pour limiter les pouvoirs du chef de l'État et de mettre l'accent sur la santé, l'éducation, l'accès à l'eau et l'agriculture. Selon les analystes, il devrait surtout suivre la ligne sociale-démocrate établie par son prédécesseur et ne pas bouleverser grandement l'ordre établi. Un changement dans la continuité donc, qui devrait permettre d'assurer la stabilité nécessaire au Burkina Faso pour poursuivre sa marche en avant mais qui aura aussi, hélas, à composer avec la menace terroriste suite aux attentats de Ouagadougou survenus le 15 janvier dernier.



# COUREZ LES 20KM DE BRUXELLES AVEC ILES DE PAIX

Inscription et plus d'informations sur [www.ilesdepaix.org/20km](http://www.ilesdepaix.org/20km)

